



Comment Israël contrôle la vie des Palestiniens en Cisjordanie

Description

La violence israélienne en Cisjordanie n'est pas aussi spectaculaire que celle qui se déroule à Gaza, mais elle est méthodique, durable et parfois plus difficile à comprendre. Voici comment Israël utilise la terreur des colons, les politiques financières et les tactiques juridiques pour étouffer la vie palestinienne.



Déplacement de palestiniens à Arraba, en Cisjordanie le 09 février 2026 Photographe : Wahaj Bani Moufleh image : activestills

Par Abdaljawad Omar, le 13 février 2026

Aujourd'hui, une transformation silencieuse est en cours en Cisjordanie. Ce n'est pas la violence spectaculaire qui, autrefois, attirait l'attention du monde à Gaza, mais une forme d'oppression plus méthodique et durable et plus difficile à interrompre.

Elle se manifeste à travers trois processus apparemment distincts : la guerre économique menée contre la vie financière palestinienne, la terreur exercée par les colons soutenus par l'État, et la légalisation de l'annexion. Ce qui relie ces processus, ce n'est pas seulement leur coïncidence dans le temps et l'espace, mais leur architecture commune : ils participent tous à un régime de compression qui ne détruit pas la vie palestinienne de façon immédiate, mais la contraint systématiquement.

Chaque mécanisme agit sur un registre différent : la liquidité, la violence, la loi mais tous convergent vers le même objectif : réduire le champ de la vie palestinienne.

Tout cela se déroule à bas bruit, alors que le monde semble se détourner de la Palestine. Les mobilisations mondiales, rappelons-le, ont souvent été provoquées par l'horreur des massacres quotidiens ; or, tout semble immobile en Cisjordanie. Le passage quotidien aux checkpoints est devenu un rituel. Plus de 420 000 réfugiés palestiniens des camps de Jénine et de Tulkarem restent en place, vivant dans une tension suspendue, sans issue.

À mesure que les massacres à Gaza changent de forme et perdent leur intensité spectaculaire, les mouvements de protestation s'essouffent, révélant que la solidarité dépend souvent du sang versé et du choc des images. Quand l'horreur devient moins « visible », l'attention se disperse : un reflet sinistre de l'attention mondiale de l'attention.

Ce cycle sans fin ne se contente pas d'exploiter l'attention : il prépare aussi le terrain pour que d'autres formes de violence se déploient en Cisjordanie, à l'abri des regards.

C'est ainsi que le régime israélien de compression continue d'éroder les conditions d'existence palestiniennes.

Les blocages financiers

La Cisjordanie fait face à une grave crise bancaire et de liquidité causée par les restrictions israéliennes de longue date sur les échanges monétaires, imposées par le Protocole de Paris de 1994. Depuis près de trois décennies, Israël a plafonné de façon informelle la conversion annuelle de shekels provenant des banques palestiniennes à 18 milliards de shekel, un montant qui n'a pas évolué avec la croissance économique palestinienne.

Résultat : les banques palestiniennes accumulent un excédent de shekels qu'elles ne peuvent convertir en devises étrangères comme le dollar américain ou le dinar jordanien. En mai 2024, l'Autorité monétaire palestinienne a ordonné aux banques de cesser d'accepter des dépôts supplémentaires en shekels, provoquant de fortes perturbations : particuliers dans l'impossibilité de déposer des chèques, entreprises incapables de verser leurs recettes, habitants contraints au découvert.

La pénurie de devises convertibles a aussi alimenté un marché noir où les shekels s'échangent à un taux bien inférieur au taux officiel. La crise est aggravée depuis octobre 2023, quand l'accès des travailleurs palestiniens au marché israélien a été considérablement réduit, interrompant le flux de salaires qui assurait auparavant une entrée régulière de devises étrangères.

Ces derniers mois, le ministre israélien des Finances, Bezalel Smotrich, a pris de nouvelles mesures perçues comme des tentatives d'affaiblir davantage la coordination économique : l'augmentation de l'impôt sur les sociétés, l'augmentation du plafond de conversion et l'ordonnance de suppression de la garantie bancaire israélienne (une sorte de « lettre d'indemnité ») qui protégeait les banques israéliennes travaillant avec les institutions palestiniennes. Bien que cette mesure ne soit pas encore entrée en vigueur, elle marque une étape supplémentaire dans la politique visant à restreindre la

coopération financière avec lâ Autorit  palestinienne et   installer une crise durable dans le système bancaire palestinien.

Ce que révèle cette crise monétaire fabriquée, ce n est pas une exception, mais une logique de gouvernement : le blocage comme méthode. Le retrait des garanties de correspondance bancaire n est pas qu une manœuvre financi re ; il met   nu lâ  tranglement structurel au cœur de lâ  conomie palestinienne.

Les banques palestiniennes dépendent des institutions israéliennes pour le traitement des shekels et des transactions transfrontalières. Tout le système monétaire demeure donc médiatisé de lâ ext rieur. Le refus d absorber lâ exc dent de shekels, le gel ou le ralentissement des mécanismes de compensation, et la menace récurrente de couper les liens bancaires garantis forment, ensemble, un réseau de blocages contrôlés   des checkpoints financiers analogues aux checkpoints physiques.

Le blocage agit en restreignant la circulation de la monnaie, de la liquidité et du crédit, jusqu   ce que la vie économique approche lâ asphyxie. Ce n est pas un effondrement soudain, mais un processus calculé. Les systèmes financiers reposent sur la confiance : confiance dans la sécurité des dépôts, la disponibilité de la liquidité, la permanence des canaux interbancaires. En menaçant constamment de les interrompre, Israël injecte de lâ incertitude dans les artères de la finance palestinienne.

Les banques continuent de fonctionner, mais sous pression constante. Les déposants conservent leurs comptes, mais avec une inquiétude croissante. L Autorit  monétaire rassure, mais cette assurance devient elle-même un élément du cycle de crise.

Ainsi, le blocage produit une précarité chronique plutôt qu un effondrement immédiat. Il mine les institutions de lâ int rieur tout en maintenant lâ apparence de normalité. En tant que stratégie coloniale, le blocage précède de la d molition : il prépare le terrain. Le secteur bancaire palestinien   autrefois présenté comme un pilier de stabilité relative   devient le lieu où lâ absence de souveraineté se fait le plus ressentir.

La capacité de restreindre la circulation transforme la dépendance économique en levier politique. Le blocage est le premier mouvement d une séquence visant   démanteler le monde palestinien : non pas par la destruction spectaculaire, mais en fermant silencieusement les canaux qui permettent   ce monde de se maintenir. Il pousse les Palestiniennes   commerçants, artisans, entreprises, ouvriers   au bord du gouffre, jusqu   ce que la survie elle-même devienne la norme, non plus lâ exception.

Terreur des colons

Ce qui a commencé par les pas isolés d un colon descendant de la ferme de Nahal Adasha vers Khirbet al-Halawa s est transformé en un spectacle coordonné de domination   travers Masafer Yatta, dans le sud de la Cisjordanie. Après une altercation avec des habitants, le colon a appelé des renforts ; des dizaines sont arrivés, certains armés, bientôt rejoints par des soldats israéliens. Pendant des heures, selon des témoins palestiniennes, les colons ont roué les habitant es de coups, vol  des dizaines de moutons, incendié des biens et des réserves de bois, brisé des

vitres et aspergées les maisons de gaz poivrées. Des hommes ont été détenus et forcés de s'asseoir à terre, des femmes et des enfants agressés, et les ambulances bloquées.

Dans le village voisin de Khirbet al-Fakhit, un homme de 48 ans a été hospitalisé avec un traumatisme crânien et une hémorragie cérébrale, tandis que sa mère âgée était blessée à ses côtés. Les troupeaux ont été conduits vers des avant-postes et des colonies à la tombée de la nuit, la violence attendant dans un hameau à l'autre dans ce que les habitants ont décrit comme une attaque préméditée.

Durant une grande partie de ces six heures, les forces israéliennes étaient présentes. Les villageois racontent que des soldats sont restés passifs alors que le bétail était volé et qu'ils ont parfois entravé la circulation des secouristes cherchant à atteindre les blessés. Deux femmes palestiniennes ont été arrêtées, puis libérées sans inculpation. Ce que les Palestiniens ont vécu n'était pas seulement une explosion de violence collective, mais une chorégraphie de lâcheté, où l'architecture de l'occupation à des postes civils, colons armés et soldats en uniforme convergent pour produire la dépossession en temps réel.

Cette scène n'est pas nouvelle. C'est la grammaire de la vie dans la zone C, les 60% de la Cisjordanie placés sous contrôle total d'Israël. Dans ces espaces marginaux, la construction palestinienne est réduite au minimum, et la permanence est considérée comme une provocation. La vie y suit des rythmes saisonniers : la récolte des olives, la garde des troupeaux, la lente traversée des terres ouvertes. Ce ne sont pas des espaces vides, mais des géographies vécues, entretenues par des itinéraires de pâture, des sentiers et des gestes de soin hérités. Pourtant, leur ouverture les rend vulnérables : exposés à l'empêchement et à l'intimidation orchestrée, dans un régime qui lit la mobilité elle-même comme une revendication territoriale.

La violence y est multidirectionnelle : le colon imite le Palestinien tout en brulant la terre ; il reproduit le geste pastoral tout en abattant le troupeau ; il incendie les oliviers et arrache le sol même qui leur donne vie. L'attaque de Masafer Yatta n'était pas un épisode isolé. Des incidents similaires ont été documentés partout en Cisjordanie depuis octobre 2023 : à al-Tuwani, où des colons ont empêché les fermiers d'accéder à leurs oliveraies ; à Susiya, où l'expansion des avant-postes a forcé des familles à abandonner des pâturages utilisés depuis des générations ; à Jinba, où la désignation de « zones de tir » militaires a servi à faciliter les déplacements forcés. Le schéma est constant : la violence crée les faits sur le terrain, que les mesures administratives viennent ensuite consolider.

Plus que tout, la terreur des colons vise à confiner, démolir et rendre la vie invivable à compresser l'existence dans des espaces de plus en plus étroits, où le départ devient l'unique horizon possible. Ce qui distingue la situation actuelle, ce n'est pas l'invention de nouvelles méthodes, mais leur intensification et leur coordination.

La terreur coloniale a toujours été un élément de l'occupation, mais elle opère aujourd'hui avec une audace assumée, équivalant à une sanction officielle. Des ministres israéliens ont ouvertement les attaques. Les enquêtes policières sont superficielles, voire inexistantes. Le message est clair : la présence palestinienne est provisoire, révoquable à tout moment par la combinaison du droit et de la peur physique.

Annexion et I galisation

Ce qui se déroule aujourd hui n est pas une proclamation dramatique de souveraineté, mais quelque chose de bien plus insidieux : un resserrement silencieux de l emprise. Ces derniers mois, le gouvernement israélien a mis en œuvre toute une série de mesures fonctionnant comme instruments d absorption territoriale. En janvier, la Knesset a adopté une loi I galisant rétroactivement des dizaines d avant-postes construits sur des terres palestiniennes privées, leur accordant ainsi un statut officiel. La I gislation permet aux colons de revendiquer la propriété des terrains qu ils occupent depuis des années en affirmant que leur présence était autorisée, même en l absence d autorisation formelle. Les propriétaires palestiniens peuvent théoriquement être indemnisés, mais les procédures sont lourdes, passent par les tribunaux israéliens et offrent peu de chances de succès.

Parallèlement, le gouvernement a assoupli les restrictions   l expansion coloniale : les comités d urbanisme, qui devaient auparavant coordonner avec l Administration civile (organe militaire israélien chargé de la zone C), peuvent désormais approuver les projets plus rapidement ; les examens environnementaux sont simplifi s ; les évaluations archéologiques, autrefois des obstacles administratifs, sont accélérées ou supprimées. L effet cumulé est d  liminer les frictions bureaucratiques qui ralentissaient parfois la croissance des colonies. Ce qui était progressif devient accéléré.

Ces mesures sont présentées comme de simples ajustements administratifs, mais elles fonctionnent comme autant d instruments d annexion silencieuse. L annexion n est pas proclam e ; elle s dimente   permis après permis, registre après registre, signature après signature.

En ouvrant les registres fonciers et en supprimant les garde-fous, l  tat transforme le paysage en un marché o ¹ se croisent pouvoir, capital et coercition. La violence devient bureaucratique, son langage technocratique, mais son effet profondément politique : l effacement progressif de la présence palestinienne au profit d une souveraineté qui avance sans jamais se nommer.

Ces mesures sapent ce qu il reste de l autonomie administrative palestinienne. Le cadre d Oslo   déjà inégal et fragmenté   reposait sur la fiction d une délégation de pouvoir dans les zones A et B.   présent, cette fiction est méthodiquement démantelée.

En étendant ses pouvoirs dans des domaines autrefois gérés par les institutions palestiniennes   aménagement, environnement, patrimoine   l  tat israélien fait s effondrer de l int rieur l architecture d une autonomie limitée. L Autorit  palestinienne n est pas affrontée directement ; elle est contournée, rendue obsolète, déplacée par un régime de supervision directe. Ce qui semble n  tre qu une réforme administrative est en réalité une reconfiguration de la souveraineté sur le terrain.

La gravité de ces politiques ne réside pas seulement dans leurs effets immédiats, mais dans leur ambition temporelle. Ce n est pas une réaction conjoncturelle, mais une politique de permanence, qui cherche   fermer l avenir en remodelant le pr sent     ancrer durablement le contrôle israélien dans les structures juridiques et administratives du territoire, jusqu   rendre tout retour en arrière inconcevable.

Les soutiens occidentaux d'Israël peuvent bien émettre des condamnations, mais la machinerie de la consolidation avance avec un calme procédural. Chaque ajustement réglementaire, chaque approbation de plan, chaque enregistrement foncier transforme peu à peu le statu quo en une réalité que le droit international n'a plus les mots pour contester.

La logique de la compression

Le blocage restreint la circulation économique. La terreur rend l'espace physique dangereux et incertain. Le droit ferme l'accès à la justice et à l'autonomie administrative. La crise bancaire signifie que ceux qui possèdent du capital ne peuvent plus y accéder librement. La violence des colons empêche ceux qui ont des terres de les cultiver en sécurité. L'annexion juridique fait que ceux qui détiennent des titres ne peuvent plus les défendre.

Ensemble, ces dynamiques produisent une condition où la protection recule et l'exposition devient ordinaire.

L'objectif n'est pas encore d'éliminer la population palestinienne, un tel projet susciterait la condamnation internationale, mais de la maintenir au seuil de la viabilité. Les Palestiniens demeurent, mais leur capacité à reproduire une existence sociale, économique et politique autonome se réduit. Les entreprises fonctionnent, mais sans possibilité de croître. Les agriculteurs cultivent, mais sur des parcelles toujours plus petites. Les institutions opèrent, mais sans ressources ni autorité suffisantes. La vie continue, mais dans des couloirs de plus en plus étroits.

Ce régime est d'autant plus efficace qu'il diffuse la responsabilité: aucune instance ne peut en être tenue seule comptable. La banque invoque la conformité réglementaire. Le colon invoque la légitime défense ou le droit biblique. Le comité d'aménagement parle de zonage. Le soldat «ne fait qu'obéir aux ordres». Chaque décision est justifiable en soi, appuyée sur des précédents, des nécessités ou des pressions externes. Mais, vu dans son ensemble, le schéma devient lisible: ce qui paraît être une friction administrative ou une exigence sécuritaire se révèle, avec le temps, comme une stratégie organisée de constriction.

L'expérience quotidienne de ceux qui vivent sous ce régime est celle d'un ajustement permanent: le commerçant de Ramallah, qui planifiait autrefois sur cinq ans, calcule désormais au trimestre, incertain de pouvoir retirer son argent ou maintenir ses chaînes d'approvisionnement; le berger de Masafer Yatta, qui faisait autrefois paître son troupeau sur les collines familiales, le garde désormais dans la vallée, à portée du village, ses enfants apprenant la prudence avant la confiance; l'urbaniste de Bethlém, qui concevait des projets d'expansion municipale, consacre maintenant ses journées à gérer des rejets de permis et des ordres de démolition. Le temps devient actif plutôt que projectif. On ne planifie plus au-delà du prochain obstacle.

Cette logique n'est pas propre à la Cisjordanie. On la retrouve ailleurs, sous d'autres formes: réduction des droits, contraction des biens publics, normalisation de l'urgence. À Gaza, le blocus a fonctionné pendant près de vingt ans comme un laboratoire de confinement: maintenir une population juste au-dessus du seuil humanitaire, tout en bloquant tout développement ou autonomie politique. Et avec la destruction de Gaza, la vie s'y est encore réduite dans l'espace, dans la mobilité, jusque dans les apports caloriques.

La politique du choc et l'érosion bureaucratique ne sont pas opposées : elles se complètent. Le spectaculaire déstabilise et attire l'attention, tandis que le procédural normalise la contrainte. L'administration Trump a illustré par une succession d'ordres exécutifs et de revirements rapides, brouillant les repères et attirant l'attention du public. Ce qui choque un jour devient banal le lendemain, et dans ce brouillard, le travail discret de remodelage institutionnel avance.

Ce qui est en train d'être construit n'est donc pas une crise temporaire, mais une condition durable. Le blocage bancaire en Cisjordanie n'a pas vocation à être résolu, mais à être géré. La violence des colons n'est pas une anomalie à corriger, mais une variable à calibrer. L'annexion juridique n'est pas une déviation du droit international, mais sa nouvelle normalité.

La question n'est plus de savoir si ces processus vont s'intensifier : ils le font déjà, mais si ceux qui les subissent sauront reconnaître le schéma à temps pour interrompre ; si l'attention mondiale peut se maintenir sans le choc de la violence spectaculaire ; si la solidarité peut s'ancrer dans la lenteur du resserrement aussi fermement qu'elle est mobilisée face à la brutalité immédiate.

Pour l'heure, la logique de la compression avance avec la confiance d'un projet conscient des limites de la résistance. Elle parie que des populations tenues sous le seuil de la rupture s'adapteront plutôt qu'elles ne se révolteront, qu'elles s'appuieront à naviguer au milieu des contraintes plutôt qu'à les renverser.

La survie de cette logique dépend moins de l'ingéniosité de ses mécanismes que de la capacité de ceux qui y sont soumis à en refuser les termes, à trouver dans la condition même de compression les fondements du refus collectif.

Traduction pour l'Agence Média Palestine : L.D

Source : [Mondoweiss](#)

date créée
2026/02/17